



Robert Malley et les orphelins du « Parti de la guerre »

Par [Walid Charara](#)

Mondialisation.ca, 31 janvier 2021

[al-akhbar.com](#)

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

Ce 29 janvier, le président des États-Unis a nommé Robert Malley, le président-directeur général de l'International Crisis Group [ICG], au poste d'envoyé spécial pour l'Iran. Il aurait été l'un des principaux artisans de l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien. La publication de cet article par le quotidien libanais Al-Akhbar a précédé de quelques heures sa nomination. [NdT].

Il est rare qu'aux États-Unis une campagne contestant une possible nomination à un poste officiel prenne une dimension internationale comparable à celle qui est actuellement menée contre le choix de Robert Malley comme envoyé spécial du président Joe Biden en Iran. Lancée par l'aile la plus extrémiste du lobby sioniste et de la droite républicaine, elle a été rejointe par des voix israéliennes et arabes et s'est particulièrement intensifiée ces derniers jours.

Le fait est que ces dernières décennies ont été dominées par la ferme conviction que les orientations fondamentales de la politique étrangère étasunienne ne changent pas en fonction des personnes chargées de les appliquer et que les institutions en garantissent la continuité dans l'intérêt supérieur de l'empire.

Mais, bien que cette croyance comporte une certaine justesse, il semble que la prise en compte des évolutions des contextes internationaux ait suscité l'apparition de sérieuses divergences au sein des élites étasuniennes quant aux politiques à suivre dans plus d'un dossier international. Pour exemple, la décision de Donald Trump et de son équipe de rompre avec l'approche de Barack Obama et de son administration à l'égard de l'Iran en se retirant de l'accord nucléaire tout en lui imposant une « guerre de pressions maximales », et aussi la question de savoir si la Chine et/ ou la Russie sont la principale menace stratégique pour le leadership étasunien.

D'où la nécessité pour certaines élites de redéfinir les intérêts du pays à la lumière des modifications de l'équilibre des forces à l'échelle mondiale et de fixer de nouvelles politiques pour les défendre et les maximiser si possible ; comportement souvent constaté dans divers pays, y compris cet empire.

Ainsi, William Burns, ancien diplomate nommé directeur de l'Agence centrale de

renseignement [CIA] par Joe Biden, avait appelé l'été dernier dans un article du *The Atlantic* [*] à l'invention d'une « nouvelle politique étrangère » rompant jusqu'à un certain degré avec les constantes antérieures et tenant compte des nouvelles conditions internationales.

Ces appels et ces divergences sont dus au fait que l'empire américain est en crise sur les plans intérieur et international à la fois et que son administration actuelle doit relever simultanément nombre de grands défis, tels la fracture sociopolitique au sein du pays et le développement accéléré de l'influence de la Russie et de la Chine. Un contexte qui alimente les craintes que des personnes ayant -comme Robert Malley- une connaissance incontestable du dossier iranien et d'étroites relations avec ceux qui en sont responsables, au sein de l'administration US, ne contribuent à « laisser passer » un accord avec Téhéran qui ne conviendrait pas aux intérêts et aux ambitions des orphelins de Mike Pompeo, John Bolton et Donald Trump.

Or, les prises de position déclarées par des personnalités clés de l'administration de Joe Biden, précisément par le secrétaire d'État Anthony Blinken et la directrice du renseignement national américain Avril Haines, n'étaient pas en faveur d'un rapide retour vers le respect de l'engagement pris par les États-Unis quant aux obligations inhérentes à l'accord nucléaire avec l'Iran. Nombre de raisons pourraient expliquer cette option dont, peut-être, la conviction de ces responsables de la nécessaire « modification » de l'accord afin de calmer la frayeur des fronts qui lui sont hostiles, aux États-Unis et à l'étranger, en leur confirmant l'intention de l'administration étasunienne de les consulter et de prendre en compte leurs intérêts avant toute « entente » avec Téhéran.

En effet, ce n'est un secret pour personne qu'existent au sein même de l'administration étasunienne des partisans favorables à la modification de l'accord dans le but de limiter les capacités balistiques et de « contenir l'influence régionale » de l'Iran, ainsi que des partisans favorables à le conserver dans sa première mouture compatible avec les intérêts des États-Unis quant à la réduction des tensions dans la région, ce qui leur permettrait de se consacrer aux autres priorités internes et internationales.

Des priorités concernant des défis qui risquent de s'aggraver qu'ils soient liés à la fracture politique, à la pandémie coronavirus, à la détérioration des conditions internes économiques et sociales, ou aux relations tendues avec la Russie et la Chine. Et, par conséquent, des défis dont les difficultés et les coûts pourraient amener le président Biden à « entendre » les recommandations du courant appelant au retour à l'accord initial avec l'Iran. Un courant dont les conseils rejoignent pour l'essentiel ceux prodigués par les alliés européens avec lesquels cette nouvelle administration tient à renforcer sa coopération dans ce même dossier ou dans d'autres dossiers internationaux, vu sa volonté déclarée de réparer ce que Donald Trump a abîmé.

Le symbole de ce courant est Robert Malley. Du temps de l'administration Obama, il avait contribué à définir l'approche de la question iranienne à la lumière de la priorité stratégique consistant à contenir la montée en puissance de la Chine, stratégie désignée par le « pivot vers l'Asie » ; le désengagement de l'Iran faisant partie de cette stratégie.

Par ailleurs, des sources bien informées affirment qu'en vertu de son expertise des questions portant sur l'Iran et la région, Robert Malley aurait une grande influence sur le conseiller du président à la sécurité nationale Jake Sullivan, son adjoint Jon Finer, ainsi que le conseiller de la politique de la Maison-Blanche au Moyen-Orient et coordinateur pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord au Conseil de sécurité nationale, Brett McGurk, avec

lesquels il aurait noué une étroite amitié.

En d'autres termes, l'Envoyé spécial pour l'Iran et le Conseil national de sécurité qui interagissent quotidiennement avec le président Biden pousseraient au retour à l'accord iranien dans un contexte local et international particulièrement marqué, par rapport à 2015, par l'accélération des avancées de la Chine et de la Russie. En cela leur approche est des plus réalistes.

Il n'empêche que Robert Malley, en tant qu'Envoyé du président, serait la « principale menace » comme l'affirme Herb Keinon dans le quotidien *The Jerusalem Post* : « *Les remous suscités par la possible nomination de Malley n'auraient pas eu lieu s'il s'était agi de n'importe quel membre de l'équipe nommée à la sécurité nationale par Biden, que ce soit Blinken, Wendy Sherman ou Jake Sullivan...* ».

Pourtant, ces derniers ont tous travaillé à l'accord nucléaire avec l'Iran et étaient convaincus de son bien-fondé, mais selon un ancien haut diplomate israélien : « *Malley est différent, car c'est un idéologue progressiste, alors que les autres ne le sont pas* ».

C'est pourquoi les dirigeants de l'aile progressiste du Parti démocrate, comme Bernie Sanders, ont soutenu sa nomination, alors qu'ils ont échoué à atteindre des postes liés à la sécurité nationale. Et, la nomination de Robert Malley comme envoyé spécial en Iran ne représenterait pas moins qu'une révolution.

Walid Charara

29/01/2021

Source : Al-Akhbar (Liban)

<https://al-akhbar.com/World/299521?fbclid=IwAR2Y5jj4y6IzKPSHyZnQ1IA2I-nySm6ZFe2PAHlblaZFleJSpltiPke37Nw>

Traduit de l'arabe par Mouna Alno-Nakhal pour Mondialisation

[*] By William J. Burns :The United States Needs a New Foreign Policy

The global order is crumbling, domestic renewal is urgent, and America must reinvent its role in the world.

<https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2020/07/united-states-needs-new-foreign-policy/614110/>

Walid Charara est un journaliste libanais. Il est par ailleurs chercheur en relations internationales et consultant pour de nombreux médias arabes et occidentaux.

La source originale de cet article est al-akhbar.com

Copyright © [Walid Charara, al-akhbar.com](https://al-akhbar.com), 2021

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca